

RECONFIGURATION SOCIALE DES RAPATRIÉS IVOIRIENS À L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE (BLOLÉQUIN)

Amenan Christiane KOUAKOU

Enseignante-Chercheur

Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG)

UFR des Sciences Sociales et Humaines (SSH)

Département de Sociologie et d'Anthropologie

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)

**Laboratoire d'Études et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
(LERISS)**

Youzan Daniel BAHA BI

Enseignant-Chercheur

Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)

Institut d'Ethno-sociologie

**Laboratoire d'Études et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales
(LERISS)**

Résumé

Les crises successives qu'a connues la Côte d'Ivoire ont eu pour corollaire un exode massif de plus de 220.000 personnes en 2011 vers les pays limitrophes (UNHCR, 2012). La question du retour au pays étant d'actualité, environ 39523 réfugiés (Saara, 2015) ont été acheminés par le HCR vers leurs localités d'origine pour la plupart en pays guéré dans la sous-préfecture de Bloléquin à l'ouest de la Côte d'Ivoire. De retour dans leur région, ceux-ci sont confrontés à des difficultés parce que la guerre a fait des ravages dans la vie des familles interrompant certains processus spécifiques. L'organisation familiale a été déstructurée. En effet, des familles ont été séparées du fait des différentes crises, des enfants ont dû interrompre leurs études, des couples ont été disloqués pendant la vie en exil. La présente étude se propose de mettre en exergue la reconstruction sociale des rapatriés ivoiriens en contexte post crise dans leur localité d'origine. De ce fait, en plus des rapatriés, des responsables administratifs et coutumiers ainsi que des acteurs des ONG nationales et internationales ont été interrogés dans le cadre de cette étude. Ce sont 384 questionnaires administrés et 94 entretiens réalisés. Cette étude montre que la société guéré a connu une reconfiguration sociale du fait de la guerre qui bouleverse le quotidien des populations.

Mots clés : reconfiguration sociale, rapatriés, post-crise, résilience, Côte d'Ivoire

Social reconfiguration of Ivorian returnees in western Côte d'Ivoire (Bloléquin)

Abstract

The successive crises in Côte d'Ivoire led to a mass exodus of more than 220,000 people in 2011 to neighbouring countries (UNHCR). With the issue of returning home a topical one, some 3,9523 refugees (Saara, 2015) have been transported by the UNHCR to their places of origin, most of them in the Guéré region in the sub-prefecture of Bloléquin in western Côte d'Ivoire. They are facing difficulties because

the war has wreaked havoc on family life, interrupting certain specific processes. Family organisation has been disrupted. Families have been separated as a result of the various crises, children have had to interrupt their studies, and couples have been broken up during life in exile. The aim of this study is to highlight the social reconstruction of Ivorian returnees in a post-crisis context in their locality of origin. In addition to returnees, administrative and customary leaders, as well as national and international NGOs, were interviewed as part of the study. A total of 384 questionnaires were administered and 94 interviews conducted. The study shows that Guéré society has undergone a social reconfiguration as a result of the war, which is disrupting people's daily lives.

Key words: social reconfiguration, returnees, post-crisis, resilience, Côte d'Ivoire

Reconfiguración social de los retornados marfileños en el oeste de Costa de Marfil (Bloléquin)

Resumen

Las sucesivas crisis en Costa de Marfil provocaron un éxodo masivo de más de 220.000 personas en 2011 hacia los países vecinos (ACNUR, año). Con la cuestión del regreso a casa de actualidad, unos 3.9523 refugiados (Saara, 2015) han sido transportados por ACNUR a sus lugares de origen, la mayoría de ellos en la región de Guéré, en la subprefectura de Bloléquin, en el oeste de Costa de Marfil. Se enfrentan a dificultades ya que la guerra ha hecho estragos en la vida familiar, interrumpiendo ciertos procesos específicos. La organización familiar se ha visto alterada. Las familias se han separado como consecuencia de las diversas crisis, los niños han tenido que interrumpir sus estudios y las parejas se han roto durante la vida en el exilio. El objetivo de este estudio es poner de relieve la reconstrucción social de los retornados marfileños en un contexto post-crisis en su localidad de origen. En el marco del estudio se entrevistó, además de a los retornados, a responsables administrativos y consuetudinarios y a ONG nacionales e internacionales. En total se administraron 384 cuestionarios y se realizaron 94 entrevistas. El estudio muestra que la sociedad de Guéré ha sufrido una reconfiguración social como consecuencia de la guerra, que está perturbando la vida cotidiana de la población.

Palabras clave: reconfiguración social, retornados, poscrisis, resiliencia, Costa de Marfil.

Introduction

La Côte d'Ivoire, pays phare de l'Afrique de l'Ouest, en raison de sa stabilité politique et de son dynamisme économique, a traversé des troubles politiques essentiellement caractérisées par la crise militaro-politique en 2002 et la crise post-électorale de 2010-2011 ont plongé le pays dans une crise profonde (Saara, 2010). Ces troubles ont occasionné un exode massif de populations vers les pays limitrophes en l'occurrence le Liberia, le Ghana, le Togo et la Guinée. Le nombre de ces individus qui ont effectué le déplacement a été estimé à près de 250 000 en 2011 (Ocha, 2013).

En s'appuyant sur le retour à la normalité et à l'appel de l'Etat aux réfugiés de rentrer au pays, les déplacés externes retournent dans leur localité d'origine. Ainsi, entre 2011 et 2016, 12 325 ménages sont rentrés du Libéria, 669 du Togo, 116 de la Guinée, 71 du Mali, 66 du Ghana et un peu moins, de la Mauritanie et de l'Egypte (Saara, 2016). Concernant la sous-préfecture de Bloléquin sur les 12 325 ménages rapatriés par le Haut-Commissariat aux

Réfugiés (HCR, 2016), l'on enregistre 3 232 dont 2 101 se retrouvent en milieu rural où un processus et un programme de réintégration sont mis en place. De façon spécifique, à Diboké, Médibly et Kéibli, trois villages guéré dans la sous-préfecture de Bloléquin des actions ont été entreprise pour la réintégration des rapatriés entre autres l'aide pour la cohésion sociale, la documentation, la réhabilitation des abris, l'éducation des rapatriés, leur santé, mais aussi dans la mise en place des activités génératrices de revenus (Données empiriques, 2016).

En dépit de ces actions susmentionnées, les rapatriés sont confrontés à des difficultés d'accès au foncier, à la documentation sur le plan administratif et au logement. Ils retournent dans un état de vulnérabilité ou ils ont des difficultés à se prendre en charge en l'absence de terres cultivables.

Pour faire face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés à leur retour, les anciens réfugiés doivent faire preuve de résilience. Cependant, la résilience est fonction des individus et de leur capacité à saisir ou à créer des opportunités. Ainsi donc, on parle de résilience lorsqu'il y a adversité comme cela est le cas lors de la réintégration des rapatriés. En effet, la réintégration dans la localité d'origine se fait pour la plupart avec difficultés comme le montre J. Berton (2010) dans son étude sur le retour d'exil dans l'œuvre de Lain Crichton Smith. Il traite des divers aspects de ce retour que Smith a exploré : des émigrés rentrant du Canada aux soldats revenant de guerre, des employés quittant les Basses Terres pour vivre leur retraite dans les îles ou les vallées gaélophones de leur enfance aux jeunes gens partis après leurs études et qui s'aperçoivent, à leur retour, de la difficulté à s'adapter parce que ces lieux, aussi, ont changé pendant leurs années d'absence. Pour eux tous, le retour d'exil est un autre exil. Cette difficulté à s'adapter se ressent selon A. Aggoun (2002) au niveau de l'espace familial. Privée de l'un ou de plusieurs de ses membres, la famille a tendance à se réformer, à fonder une nouvelle cohésion où le retourné qui était absent a de moins en moins sa place.

Une étude menée par l'Action pour le Développement et la Paix Endogène (ADEPAE) et la Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) (2011) sur le rapatriement des réfugiés congolais vers leurs villages d'origine a mis l'accent sur les difficultés rencontrées par ceux-ci. L'aide dont bénéficient les réfugiés est limitée dans le temps et au-delà de la période d'assistance, les rapatriés se trouvent plongés dans une situation précaire. C'est pour cette raison que des politiques sont mises en place et des actions sont menées pour faciliter leur réintégration et leur réinsertion.

Les rapatriés ivoiriens, à l'instar des autres rapatriés sont confrontés à des difficultés dans leurs localités d'origine. Cependant, l'on remarque que ceux-ci restent sur place et

construisent de nouvelles formes de vie. Cet article se propose de mettre en exergue la reconfiguration sociale des localités d'origine ainsi que les mécanismes pour y faire face. Cette étude se fonde sur le fait que les ex réfugiés mobilisent les ressources disponibles pour se reconstruire face à cette reconfiguration sociale.

1. Méthodologie

1.1. Site et période de l'étude

Cette étude s'est déroulée dans la sous-préfecture de Bloléquin située à l'ouest de la Côte d'Ivoire dans la région du Tonkpi précisément en zone rurale où se situent le plus grand nombre de rapatriés.

C'est dans ce sens que les villages de Diboké, Médibly et Kéibli de la sous-préfecture de Bloléquin ont été sélectionnés. Ils appartiennent tous les trois au grand groupe Krou avec des caractéristiques socio - culturelles identiques. Toutefois, en termes de populations, les trois localités ont chacune leur spécificité, Diboké est le plus gros village des rapatriés, le second village est Kéibli quant à Médibly, c'est le plus petit village. Cette étude s'est déroulée en Novembre 2016.

1.2. Méthode de recherche, population à l'étude et outils de collecte des données

L'étude a consisté en la collecte des données qualitatives et quantitatives dans 3 villages de la sous-préfecture de Bloléquin. Diverses techniques telles que le focus group, l'observation directe, récit de vie, l'enquête par questionnaire et l'entretien ont, à cet effet, été utilisées dans le cadre de cette étude.

Quatre-vingt-quatorze entretiens semi-directifs ont été réalisés avec des rapatriés, des responsables administratifs et coutumiers ainsi que des acteurs d'ONG nationales et internationales. De plus, douze « Focus Group Discussion » ont été réalisés à raison de 4 focus group par village. Par ailleurs, 384 questionnaires ont été administrés aux rapatriés.

1.3. Stratégie d'analyse des données

Nous avons opté pour le dépouillement informatique à travers l'utilisation du logiciel SPSS 20. Il est adapté à la production des tableaux et à l'analyse rapide et efficace des données. Les données ont été d'abord saisies sur sphinx et exportées dans SPSS 20 pour le traitement. Après cette étape, elles ont été traitées dans Excel afin de ressortir les tableaux et graphiques.

Quant aux données qualitatives, elles ont été traitées avec le logiciel Maxqda. Il permet d'être efficace en regroupant les données de l'enquête afin de pouvoir mieux les analyser. Les données qualitatives ont été saisies dans le logiciel Word et analysées avec Maxqda. Pour les données des interviews, nous avons défini des codes qui correspondent aux questions pour les rendre plus claires. Ensuite, du logiciel Word, nous avons transféré les données dans le logiciel Maxqda.

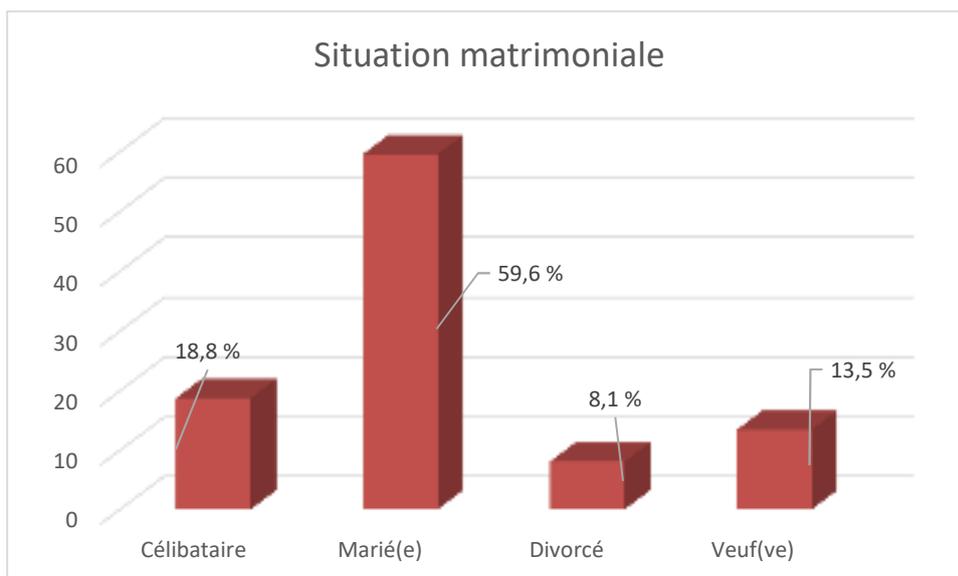
Après la codification qui correspond aux différentes parties des interviews, les analyses à proprement parlé ont débuté avec les entretiens réalisés avec les rapatriés. La seconde étape de notre analyse a consisté à l'examen du contenu des interviews avec les chefs de village, le SAARA, les ONG et les organismes internationaux. Les interviews ont été groupées par thèmes et par catégories d'enquêtés pour ainsi être résumé en des points clés.

2. Résultats

2.1. Le démantèlement de la famille

La famille, institution fondamentale de la société de par sa fonction de reproduction, de cohésion, de stabilité et de socialisation a subi des changements au niveau de Bloléquin. En effet, la structure et l'organisation de la famille se sont transformées du fait de la guerre entraînant un démantèlement de celle-ci.

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon la situation matrimoniale



Source : données de l'enquête ménage, 2016

59,6% des rapatriés sont mariés tandis que 18,8 % sont célibataires, 13,5% sont veufs et 8,1% sont divorcés. Il ressort donc que plus de la majorité des rapatriés est mariée, mais les investigations de terrain révèlent que la plupart sont des femmes. Celles-ci retournent dans leur localité d'origine pour diverses raisons. Parmi celles-ci, il y a la scolarisation de leurs enfants, comme nous l'affirme la présidente des femmes rapatriées de Médibly : « *Moi, j'ai 10 enfants, mon mari est resté au Libéria, mes enfants vont partir à l'école c'est à cause de ça, je suis venue* ».

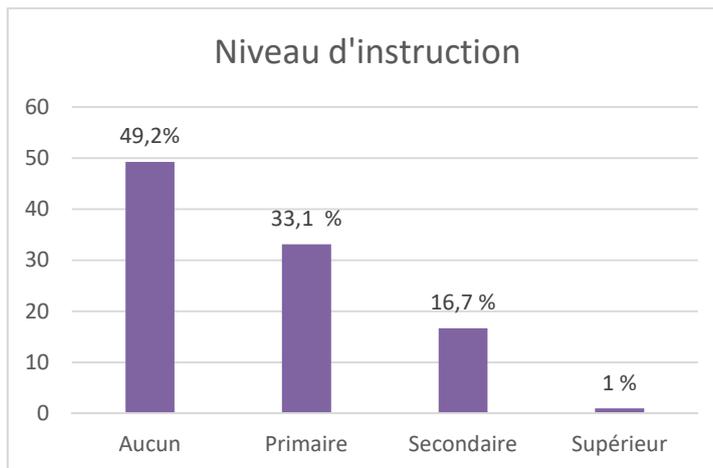
En effet, leurs époux sont encore en exil, soit par peur des représailles parce qu'ayant été impliqué dans des questions foncières rurales, soit parce qu'ils ont peur d'être emprisonné à cause de leur implication d'une manière ou d'une autre dans la crise qui les a poussés à partir ou encore soit pour des raisons économiques. Ces dernières raisons motivent les stratégies mises en place par les couples pour espérer avoir plus d'assistance venant des ONG. Certains réfugiés ivoiriens décident de rester au camp pour bénéficier de l'assistance. En effet, avec cette stratégie, chaque conjoint reçoit un soutien financier et/ou matériel de part et d'autre de la frontière augmentant ainsi leurs ressources.

Le capital économique des populations déplacées s'étant amoindri avec la guerre, les acteurs mettent en place des mécanismes dans le but de faire face aux difficultés rencontrées. Par ailleurs, la guerre a eu pour effet d'exacerber le délitement des rapports sociaux et démanteler progressivement la famille élargie au profit de la famille restreinte, monoparentale ou recomposée. Ainsi, on assiste à des familles monoparentales dans les localités d'origine bien qu'étant en couple pour la plupart.

2.2 La mobilisation du capital culturel dans le mécanisme de réintégration

Le capital culturel est l'ensemble des ressources culturelles détenues par un individu et qu'il peut mobiliser. Selon Pierre Bourdieu, le capital culturel peut prendre la forme de biens culturels qu'un individu possède soit prendre la forme de compétences culturelles attestées par des diplômes scolaires enfin, il peut être « incorporé », c'est-à-dire qu'il fait partie de l'individu lui-même en tant que dispositions apprises lors du processus de socialisation et qui sont mises en œuvre lors de différentes activités .

Graphique 2 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

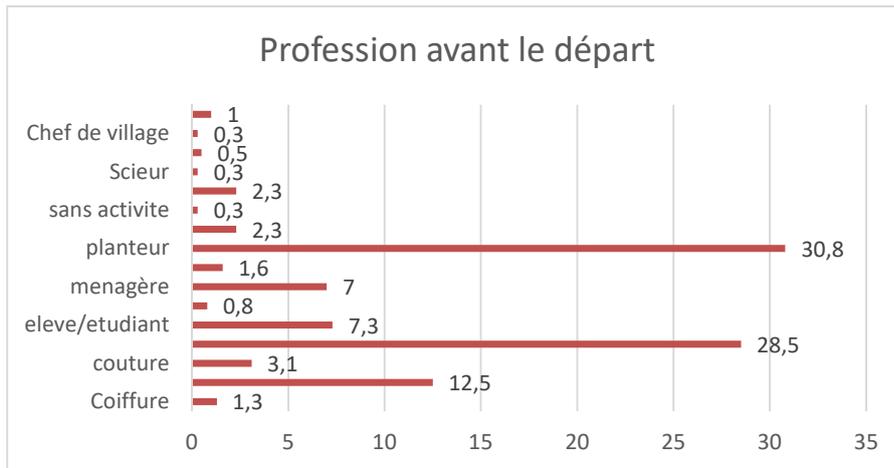


Source : Données de l'enquête ménage 2016

Il faut noter que 33,1 % ont fait le primaire, 16,7 % le secondaire, 1 % le supérieur. La grande majorité restante, soit 49,2 %, affirme n'avoir aucun niveau d'instruction. Dans l'ensemble, on observe un faible taux de scolarisation. Cela est dû à l'économie de plantation dans la zone qui a favorisé le travail de la terre au détriment de la scolarisation. En effet, les investigations du terrain ont révélé que les classes sont abandonnées au profit de l'agriculture.

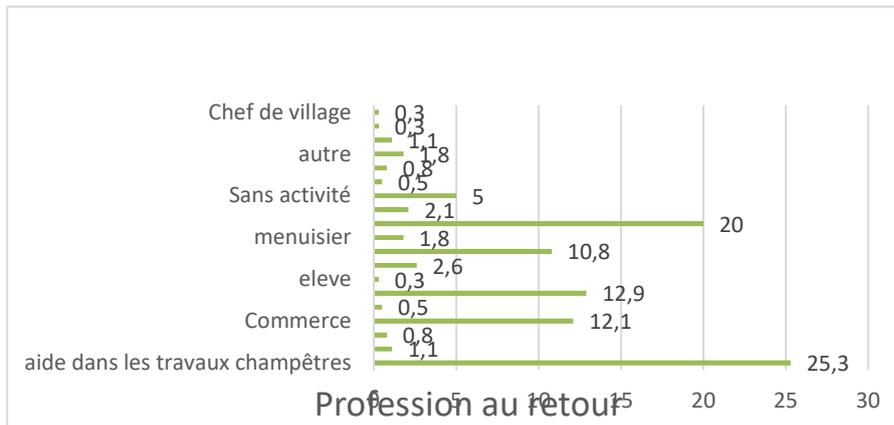
En général, l'agriculture constitue la principale occupation des ruraux, qu'ils soient fermiers, nomades, bergers ou pêcheurs. Ils s'occupent de production, de consommation et de la commercialisation des produits et des services liés à la terre. Les communautés rurales se distinguent les unes des autres par leur culture, leur organisation sociale et leurs ressources économiques. Globalement, leur main-d'œuvre est bon marché parce que les possibilités d'emploi rémunératrices sont rares et que la plupart des groupes ruraux sont installés à leur compte. Le capital culturel des rapatriés sous sa forme institutionnalisée n'est pas mobilisé dans leur relation à la terre.

Graphique 3 : Répartition des enquêtés selon la profession avant le départ



Source : données de notre enquête ménage, 2016

Graphique 7 : Répartition des enquêtés selon la profession de retour d'exil



Source : données de notre enquête ménage, 2016

On constate qu'avant leur départ, les enquêtés étaient majoritairement planteur (30,8 %) et cultivateur (28,5%). A leur retour, les plus nombreux sont ceux qui aident au niveau des travaux champêtres (25,3%). Cette nouvelle donne est dû au fait que les rapatriés ont pour la plupart perdu leurs terres qui ont soit été vendu par un parent ou une tierce personne, soit été occupé en leur absence. L'activité principale étant l'agriculture, ceux qui n'ont pas encore pu récupérer une partie ou la totalité de leur terre proposent leur service à ceux qui ont des plantations. La plupart des nouveaux occupants sont des allogènes spécialement des Burkinabés. On assiste dès lors à une inversion des statuts où l'employeur se met à travailler pour l'employé. Cette relation est vécue comme une contrainte, comme l'a appris HM, un rapatrié : « *On est obligé de courir derrière les BF pour faire les petits contrats* ».

Certains se sont orientés vers la maçonnerie comme le souligne cet enquêté :

Moi, je suis arrivé en 2012, ma forêt était occupée par mon papa, le petit frère de mon papa, je n'ai pas discuté avec lui-même. Donc comme je connais un peu de métier, je suis rentré dans mon métier pour nourrir ma femme. Je suis un maçon, actuellement je fais ma maçonnerie pour nourrir ma famille

D'autres par contre font le charbon, toutes sortes de travaux manuels ou le commerce comme le cas de ces enquêtés. Les 12,9 % de cultivateurs pour la grande partie travaillent en association avec les ONG. Il s'agit pour les rapatriés de former des groupes sous forme de coopérative pour effectuer des travaux champêtres en contrepartie de vivres à la fin de chaque mois. Cette activité est réalisée avec la population restée sur place. C'est ce que dit un rapatrié de Médibly : *« Ceux qui étaient là qui ne sont pas partis au Libéria mais qui sont allés en brousse, c'est quand ils sont venus que Drao est venu. Ce sont eux qui travaillaient donc eux, on ne peut pas les enlever, au village ceux que on a trouvé avec les rapatriés, on se mélange. »*

En dehors de cette activité, des rapatriés s'adonnent à d'autres occupations telle que le commerce afin de pouvoir prendre en charge leur famille. Cependant, certains se plaignent du fait de ne pas recevoir la totalité des vivres ou bien du fait d'être exclu du programme en cas de maladie. Une autre partie des rapatriés met en valeur la petite parcelle qui leur reste. C'est ce que nous dit cette enquêtée : *« Si tu restes au village, tu vas rien avoir donc c'est mieux tu vas aller faire riz dans basfonds sinon tu vas aller trouver, ils ont fait cacao dedans ».*

Le système productif des sociétés agraires a longtemps été dominé par l'économie de rente fondée sur des produits d'exportation. Le capital culturel des rapatriés étant pour la plupart basé sur leur savoir-faire et savoir, il le mobilise pour constituer ou accroître leur capital économique. Les ressources culturelles mobilisées pour faire face à ces situations difficiles constituent l'ensemble des savoirs et savoir-faire formels et informels.

2. Discussion

2.1. Le rôle des intervenants extérieurs comme catalyseurs de résilience

Les ressources matérielles et immatérielles déterminent la capacité d'action des rapatriés. Elles leur permettent d'élargir leur capital social, d'accroître leur capital économique et de mettre en valeur leur capital culturel.

Ces résultats sont corroborés par B. Obrist et al (2011) qui soutiennent que les ressources institutionnelles favorisent la construction de la résilience par la facilitation de l'accès au capital social, culturel et économique dans les différentes strates de la résilience.

La gouvernance est particulièrement importante car c'est elle qui instaure les règlements et structure les processus politiques et sociaux. Les intervenants extérieurs ont souvent un rôle de catalyseurs, non seulement parce qu'ils sont susceptibles d'apporter des ressources financières, mais aussi lorsqu'il est question de restaurer la capacité de gestion d'une adversité. Cet article attire donc, à l'exemple de P. Bourdieu (1986), l'attention sur les ressources matérielles et immatérielles qui déterminent la capacité d'action des rapatriés ivoiriens.

2.2 L'importance des ressources sociales dans la construction de la résilience

Les familles dans la sous-préfecture de Bloléquin ont aussi l'habitude de faire des potagers à proximité des habitats pour ravitailler les foyers en produits de première nécessité. C'est une technique agraire qui est beaucoup pratiquée dans l'ouest de la Côte d'Ivoire parce que les villageois hésitent à s'éloigner des villages pour cultiver à cause de l'insécurité dans la région (C. Serey, 2017).

Cependant, les rapatriés ont moins de moyens pour se soutenir financièrement parce qu'ayant un capital économique faible. Cette réalité est observée par S. Kouamé (2014) qui a montré dans ses travaux sur la résilience que la plupart de ces enquêtés dispose d'un capital économique faible ne leur permettant pas de satisfaire suffisamment leurs besoins matériels personnels et de répondre aux attentes des autres.

Les ressources relationnelles remplissent de multiples fonctions d'appui aux processus de la résilience. D'une part, elles procurent du capital social et l'accès à des ressources physiques (la nourriture, un toit et des vêtements). D'autre part, elles sont source de soutien affectif, d'affirmation, de conseils et de possibilités d'échange et d'interactions interpersonnelles de toutes sortes pour le développement personnel.

L'ensemble des relations, des formes de coopération et d'entraide dont disposent les rapatriés contribue à faire face à des situations diverses. De ce fait, les ressources sociales favorisent l'accès aux autres formes de capitaux et à leur mise en valeur.

Conclusion

L'étude nous a permis de mettre en exergue la reconstruction sociale des rapatriés ivoiriens en contexte post crise dans leur localité d'origine. En effet, à Bloléquin, les rapatriés rencontrent des contraintes de réintégration qui nécessite de leur part la capacité à se réorganiser donc à faire appel à la résilience telle que définit par (C. Folke et al. 2007), comme la capacité d'une entité à se réorganiser face à des changements. Ces rapatriés pour faire face aux difficultés rencontrées dans leur localité d'origine utilisent les ressources institutionnelles disponibles pour se reconstruire. Par ailleurs, ils puisent dans leurs ressources sociales au travers des mécanismes d'entraide pour construire leur résilience.

Références bibliographiques

ADEPAE et SVH, (2011). « Réfugiés Congolais du Sud Kivu : enjeux du retour dans les territoires de Fizi et Uvira », rapport conjoint, 1-52

AGGOUN Atmane (2002). « Espace familial, exil et retours d'exil ». *Hommes et Migrations*, n°1236, 6-13.

BERTON Jean (2010). « Le retour d'exil dans l'œuvre de Iain Crichton Smith ». *Études écossaises*, n°13, 139-154.

BOURDIEU Pierre (1986). Les formes du capital. Dans : Richardson, J., Manuel de théorie et de recherche pour la sociologie de l'éducation. Westport, CT : Greenwood :241-58. « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, pp. 2- 3, 1980

FOLKE Carl, PRITCHARD Lowell, BERKES Fikret Junior, COLDING Johan, and SVEDIN Uno (2007). «The problem of fit between ecosystems and institutions: ten years later». *Ecology and Society*, n°1,1- 39.

KOUAME Adjo Sébastienne. (2014). *Résilience scolaire des adolescents en milieu rural dans le sud-ouest ivoirien* (GRABO). Thèse Unique de doctorat en sociologie de l'éducation. Abidjan : Université de Cocody.

OBRIST Brigit, PFEIFFER Constanze, HENLEY Robert (2011). La Résilience sociale multistrates : une nouvelle approche de recherche pour l'adaptation au changement global. NCCR North-South Dialogue 33. Bern, Switzerland: NCCR North-South.

OCHA, (2013). « Bulletin humanitaire Côte d'Ivoire », N° 08, pp 1-5, disponible sur <https://reliefweb.int/report/c%3%B4te-divoire/c%3%B4te-d%E2%80%99ivoire-bulletin-humanitaire-num%3%A9ro-08-novembre-2013> , consulté le 10 juin 2015.

SEREY D. C. (2017). *Problématique de la réinsertion des déplacés ivoiriens dans le jeu foncier de leur zone d'origine : cas des déplacés de retour dans la sous-préfecture de Zou*. Thèse unique de doctorat. Abidjan : Université Félix Houphouët Boigny.